**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**

N° 2100598

Mme P. T.

M. Alexandre Graboy-Grobescio
Rapporteur

Mme Emeline Theulier de Saint-Germain
Rapporteuse publique

Audience du 20 septembre 2022
Décision du 29 septembre 2022

135-01-04

C

Aide juridictionnelle : décision du 18 mars 2022

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le tribunal administratif de la Polynésie française

Vu la procédure suivante :

Par une requête et un mémoire enregistrés les 29 décembre 2021 et 31 mars 2022, Mme M. P. T., représentée par Me Baron, demande au tribunal dans le dernier état de ses écritures :

1°) d'annuler la décision née le 19 décembre 2021 par laquelle le maire de la commune de Moorea-Maiao a rejeté la demande d'inscription à la cantine scolaire de son fils, H. T., et a refusé de modifier l'article 4 du règlement intérieur de la restauration scolaire de la commune ;

2°) d'enjoindre au maire de Moorea-Maiao de modifier l'article 4 du règlement intérieur de la commune et d'inscrire l'enfant, H. T., à la cantine scolaire ;

3°) de mettre à la charge de la commune de Moorea-Maiao la somme de 200 000 F CFP au titre des articles L. 761-1 du code de justice administrative et 37 de la loi du 10 juillet 1991.

Elle soutient que :

- la requête est recevable ;
- la commune n'a proposé aucune solution alternative, alors que dans d'autres communes de la Polynésie française, le système des « lunch box » est appliqué ;
- le refus d'inscription à la cantine scolaire et l'exclusion systématique des enfants atteints d'allergies ou de troubles alimentaires, sans considération du degré ou de la complexité de la situation, méconnaît le principe d'égalité en ce qu'elle est constitutive d'une discrimination fondée sur l'état de santé des enfants ;
- la commune de Moorea-Maiao a refusé de prendre en charge le dispositif de « projet d'accueil individualisé » (PAI) alors qu'elle connaissait la situation de son enfant.

Par un mémoire en défense enregistré le 15 mars 2022, la commune de Moorea-Maiao conclut au rejet de la requête.

Elle soutient, à titre principal, que la requête est irrecevable dès lors notamment qu'elle est tardive et n'est pas accompagnée de la délibération approuvant le règlement intérieur de la restauration scolaire de la commune, et subsidiairement, qu'à défaut de validité le projet d'accueil individualisé concernant le fils de la requérante ne pouvait s'imposer à la commune.

Mme P. T. a obtenu le bénéfice de l'aide juridictionnelle totale par une décision du 18 mars 2022.

Par une ordonnance du 18 août 2022, la clôture de l'instruction a été fixée au 2 septembre 2022.

Vu la décision attaquée et les autres pièces du dossier.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 ;
- le code de l'éducation ;
- le code des relations entre le public et l'administration ;
- la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 ;
- le code de justice administrative ;

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de M. Graboy-Grobescio,
- les conclusions de Mme Theulier de Saint-Germain, rapporteure publique,

Considérant ce qui suit :

1. L'un des enfants de Mme P. T., H. T., né en 2017, présente une allergie alimentaire aux œufs crus et aux aliments contenant de la noix de coco. Depuis la rentrée scolaire 2020/2021, l'enfant ne bénéficie plus des services de la restauration scolaire, contraint de prendre son repas de midi avec sa mère sur le parking donnant sur la cantine de l'école. Par un courrier du 8 octobre 2021, réceptionné par la commune de Moorea-Maiao le 19 octobre suivant, Mme P. T. a formé auprès du maire de cette commune une demande d'inscription à la cantine scolaire pour son fils, H., et a sollicité une modification de l'article 4 du règlement intérieur de la restauration scolaire de la commune qui précise que ce service ne gère pas les allergies et intolérances alimentaires des enfants. Le silence gardé par le maire de la commune de Moorea-Maiao sur ces demandes a fait naître une décision implicite de rejet le 19 décembre 2021 devant être regardée comme un refus d'inscription du fils de la requérante à la cantine scolaire et d'abrogation des dispositions contestées du règlement intérieur précité, dont Mme P. T. demande l'annulation.

Sur les fins de non-recevoir opposées par la commune de Moorea-Maiao :

2. Aux termes de l'article R. 421-1 du code de justice administrative : « *La juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. / (...)* ». En cas de naissance d'une décision implicite de rejet du fait du silence gardé par la Polynésie française pendant la période de deux mois suivant la réception d'une demande, le délai de deux mois pour se pourvoir contre une telle décision implicite court dès sa naissance et n'est subordonné à l'accomplissement d'aucune formalité, les dispositions des articles L.112-3 et R.112-5 du code des relations entre le public et l'administration prévoyant la délivrance d'un accusé de réception mentionnant les voies et délais de recours n'étant pas applicables à la Polynésie française.

3. Il ressort des pièces du dossier que Mme P. T. a présenté sa demande tendant à l'inscription de son fils à la cantine scolaire et à la modification de l'article 4 du règlement intérieur de la restauration scolaire de la commune par un courrier du 8 octobre 2021, réceptionné par la commune de Moorea-Maiao le 19 octobre suivant. Le silence gardé par le maire de la commune de Moorea-Maiao sur cette demande a fait naître une décision implicite de rejet le 19 décembre 2021. En application des dispositions du premier alinéa de l'article R. 421-2 du code de justice administrative, le délai de recours contre cette décision implicite a couru à compter de cette date. La requête de Mme P. T. qui conteste, comme indiqué, le refus d'inscription de son fils à la cantine scolaire et qui doit être regardée comme tendant également à l'annulation du refus d'abroger l'article 4 du règlement intérieur de la restauration scolaire de la commune, a été enregistrée le 30 décembre 2021, soit dans le délai prescrit par les dispositions du code de justice administrative citées au point précédent.

4. Dans ces conditions, et eu égard à l'étendue du présent litige, la commune de Moorea-Maiao n'est pas fondée à soutenir que la demande d'annulation qui serait formée contre la délibération du 9 août 2018 approuvant le règlement intérieur du service de la restauration scolaire, devrait être rejetée en ce qu'elle serait forclosée et en ce que cette délibération, qui n'est pas la décision attaquée, n'aurait pas été produite par la requérante dans le cadre de la présente instance. Pour le même motif tenant à l'objet de la demande, la commune de Moorea-Maiao ne peut utilement faire valoir que le rejet de la requête s'impose dès lors que la demande d'annulation ne porterait que sur l'article 4 du règlement intérieur précité.

5. Par ailleurs, il ressort de la formulation de la demande de la requérante que ses conclusions à fin d'injonction tendant à la modification de l'article 4 du règlement intérieur du service de la restauration scolaire de la commune et à l'inscription de son fils à la cantine scolaire ne sont pas présentées à titre principal et sont dès lors recevables en application des dispositions de l'article 911-1 du code de justice administrative.

6. En conséquence de ce qui précède, les fins de non-recevoir opposées par la commune de Moorea-Maiao doivent être écartées.

Sur les conclusions à fin d'annulation :

7. Aux termes du premier alinéa de l'article L. 243-2 du code des relations entre le public et l'administration : « *L'administration est tenue d'abroger expressément un acte réglementaire illégal ou dépourvu d'objet, que cette situation existe depuis son édicition ou qu'elle résulte de circonstances de droit ou de fait postérieures, sauf à ce que l'illégalité ait cessé* ». L'effet utile de l'annulation pour excès de pouvoir du refus d'abroger un acte réglementaire illégal réside dans l'obligation, que le juge peut prescrire d'office en vertu des dispositions de l'article L. 911-1 du code de justice administrative, pour l'autorité compétente, de procéder à l'abrogation de cet acte afin que cessent les atteintes illégales que son maintien en vigueur porte à l'ordre juridique. Il s'ensuit que, dans l'hypothèse où un changement de circonstances a fait cesser l'illégalité de l'acte réglementaire litigieux à la date à laquelle il statue, le juge de l'excès de pouvoir ne saurait annuler le refus de l'abroger. A l'inverse, si, à la date à laquelle il statue, l'acte réglementaire est devenu illégal en raison d'un changement de circonstances, il appartient au juge d'annuler ce refus d'abroger pour contraindre l'autorité compétente de procéder à son abrogation. Lorsqu'il est saisi de conclusions aux fins d'annulation du refus d'abroger un acte réglementaire, le juge de l'excès de pouvoir est conduit à apprécier la légalité de l'acte réglementaire dont l'abrogation a été demandée au regard des règles applicables à la date de sa décision.

8. Le juge, lors de la contestation d'une décision dont il est soutenu qu'elle serait empreinte de discrimination, doit attendre du requérant qui s'estime lésé par une telle mesure qu'il soumette au juge des éléments de fait susceptibles de faire présumer une atteinte au principe de l'égalité de traitement des personnes. Il incombe alors au défendeur de produire tous ceux permettant d'établir que la décision attaquée repose sur des éléments objectifs étrangers à toute discrimination. La conviction du juge, à qui il revient d'apprécier si la décision contestée devant lui a été ou non prise pour des motifs entachés de discrimination, se détermine au vu de ces échanges contradictoires. En cas de doute, il lui appartient de compléter ces échanges en ordonnant toute mesure d'instruction utile.

9. Le principe d'égalité ne s'oppose pas à ce qu'une commune réserve un traitement différent à des usagers placés dans une situation différente au regard d'un service public social à caractère facultatif.

10. Ainsi qu'il a été dit, la demande adressée au maire de la commune de Moorea-Maiao, et à laquelle cette autorité administrative n'a pas répondu, entraînant son rejet implicite, a expressément porté sur l'inscription à la cantine scolaire du fils Mme P. T. ainsi que sur la modification de l'article 4 du règlement intérieur de la restauration scolaire de la commune dont il résulte que les allergies et intolérances alimentaires des enfants ne peuvent être prises en charge par la collectivité. Ainsi, aux termes de cet article, tel qu'approuvé par la délibération n° 82 /2018 du 9 août 2018 du conseil municipal de la commune de Moorea-Maiao : « *Aucun médicament ne sera donné aux enfants. / Les enfants ayant un régime particulier et les enfants ayant des réactions allergiques et intolérances alimentaires ne pourront être pris en charge par la cantine scolaire* ».

11. Or, les dispositions susmentionnées du règlement intérieur en cause ont pour effet d'exclure de manière systématique de la restauration scolaire de la commune, sans prise en compte du degré ou de la complexité de l'intolérance dont il est affecté et sans proposition de solution alternative tenant à la possibilité d'accéder aux locaux de la cantine scolaire pour y consommer des repas ou aliments fournis ou préparés par les parents, tout enfant atteint d'une allergie alimentaire. Dans ces conditions, alors que, d'une part, il résulte des pièces du dossier, notamment d'un courriel adressé le 3 septembre 2020 par la directrice des cantines de la commune de Moorea-Maiao à la directrice de l'école primaire de Maharepa, que cette commune

ne prend pas en charge les projets d'accueil individualisé (PAI) et que, d'autre part, la commune de Moorea-Maiao se borne à déplorer qu'elle n'a pas été associée au projet d'accueil de l'enfant de la requérante et que les PAI présentés par celle-ci pour son fils se sont pas « valides », sans justifier notamment d'une contrainte déraisonnable qu'elle devrait ainsi supporter au regard de l'obligation de respect de sécurité alimentaire et d'hygiène, le maire de la commune de Moorea-Maiao, en refusant de faire droit à la demande de Mme P. T., a méconnu le principe d'égalité de traitement, en établissant une discrimination fondée sur l'état de santé des enfants.

12. Il résulte de ce qui précède que, sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens de la requête, Mme P. T. est fondée à demander l'annulation de la décision qu'elle conteste tant en ce qu'elle refuse l'inscription de son fils à la cantine scolaire qu'en tant qu'elle refuse d'abroger la disposition litigieuse du règlement intérieur de la restauration scolaire de la commune.

Sur les conclusions à fin d'injonction :

13. Aux termes de l'article L. 911-1 du code de justice administrative, dans sa rédaction applicable : « *Lorsque sa décision implique nécessairement qu'une personne morale de droit public ou un organisme de droit privé chargé de la gestion d'un service public prenne une mesure d'exécution dans un sens déterminé, la juridiction, saisie de conclusions en ce sens, prescrit, par la même décision, cette mesure assortie, le cas échéant, d'un délai d'exécution. / La juridiction peut également prescrire d'office cette mesure.* ».

14. En premier lieu, eu égard au motif d'annulation de la décision implicite par laquelle le maire de la commune de Moorea-Maiao a rejeté la demande de Mme P. T., le présent jugement implique nécessairement d'enjoindre au maire de cette commune de convoquer le conseil municipal de Moorea-Maiao afin de procéder à l'abrogation de l'article 4 du règlement intérieur de la restauration scolaire de la commune en tant seulement qu'il ne permet pas aux élèves atteints d'une allergie alimentaire d'accéder aux locaux de restauration scolaire, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent jugement.

15. En second lieu, en ce qui concerne l'inscription à la cantine, il est également enjoint au maire de la commune de Moorea-Maiao de procéder au réexamen de la demande de Mme P. T. tendant à l'inscription de son fils à la cantine scolaire et de trouver une solution adaptée afin que cet enfant puisse accéder aux locaux de la cantine scolaire et, le cas échéant, bénéficier d'un panier repas préparé par les soins et sous la responsabilité de ses parents. Il y a lieu d'enjoindre au maire de cette commune d'y procéder également dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent jugement.

Sur les frais liés au litige :

16. Mme P. T. a obtenu le bénéfice de l'aide juridictionnelle totale. En conséquence, son conseil peut se prévaloir des dispositions des articles L. 761-1 du code de justice administrative et 37 de la loi du 10 juillet 1991. Il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de mettre à la charge de la commune de Moorea-Maiao le versement à Me Baron, avocat de Mme P. T., d'une somme de 150 000 F CFP, sous réserve de sa renonciation à percevoir la somme correspondant à la part contributive de l'Etat.

D E C I D E :

Article 1^{er} : La décision susvisée du 19 décembre 2021 est annulée.

Article 2 : Il est enjoint au maire de la commune de Moorea-Maiao de convoquer le conseil municipal de cette commune afin de procéder à l'abrogation de l'article 4 du règlement intérieur de la restauration scolaire de la commune en tant qu'il ne permet pas aux élèves atteints d'une allergie alimentaire d'accéder à la restauration scolaire de la commune, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent jugement.

Article 3 : Il est enjoint au maire de la commune de Moorea-Maiao de procéder au réexamen de la demande de Mme P. T. tendant à l'inscription de son fils à la cantine scolaire et de trouver une solution adaptée afin que cet enfant puisse accéder aux locaux de la cantine scolaire et, le cas échéant, bénéficier d'un panier repas préparé par les soins et sous la responsabilité de ses parents, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent jugement.

Article 4 : L'Etat versera à Me Baron, avocat de Mme P. T., une somme de 150 000 F CFP au titre des articles L. 761-1 du code de justice administrative et 37 de la loi du 10 juillet 1991, sous réserve de sa renonciation à percevoir la part contributive de l'Etat.

Article 5 : Le surplus des conclusions de la requête est rejeté.

Article 6 : Le présent jugement sera notifié à Mme M. P. T. et à la commune de Moorea-Maiao. Copie en sera délivrée au haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Délibéré après l'audience du 20 septembre 2022, à laquelle siégeaient :

M. Devillers, président,
M. Graboy-Grobescio, premier conseiller,
M. Boumendjel, premier conseiller,

Rendu par mise à disposition au greffe le 29 septembre 2022.

Le rapporteur,

Le président,

A. Graboy-Grobescio

P. Devillers

Le greffier,

M. Estall

La République mande et ordonne au haut-commissaire de la République en Polynésie française en ce qui le concerne ou à tous commissaires de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition,
Un greffier,